

Environnement

PLUS DE DÉVERSEMENTS DES EAUX USÉES DE LA CAPITALE EN MER OU DANS LES OUEDS À L'HORIZON 2018

A partir de 2018, "aucune goutte des eaux usées ne sera déversée en mer ou dans les oueds" dans le grand Alger, a affirmé hier le directeur des Ressources en eau (DRE) de la wilaya d'Alger, mais avec un retard de deux années sur l'agenda.

“A l'horizon 2018, aucune goutte d'eau usée ne sera déversée en mer ou dans les oued, car 100% des eaux usées générées par la capitale seront épurées”, a assuré M. Amirouche dans un entretien à l'APS. Actuellement, 60% des eaux usées à Alger sont récupérées et traitées dans trois stations d'épuration, à savoir Réghaïa (d'une capacité de 400.000 équivalent habitants), Baraki (900.000 équivalent habitants) et Beni Messous (250.000 équivalent habitants), a-t-il précisé.

Le taux de raccordement des ménages algérois au réseau d'assainissement, long de 4.000 km, est de 98%. “Les 2% qui ne sont pas encore raccordés représentent les habitants des anciennes fermes agricoles coloniales et des maisons isolées”, a signalé M. Amirouche. Interrogé sur les projets en cours pour renforcer les capacités de traitement des eaux usées, le directeur des Ressources en eau de la wilaya a fait état de travaux de réalisation d'une deuxième tranche à la station de Baraki



(900.000 équivalent habitants) et de Beni Messous (250.000 équivalent habitants) et d'une nouvelle station d'épuration à Zéralda d'une capacité de 100.000 équivalent habitants. “Ces projets nous permettront d'atteindre, en 2016, un taux de récupération des eaux usées de 90%. La 3e tranche, qu'on

lancera en 2015 à Baraki, les 2e tranche de Zéralda et de Reghaïa nous permettront à l'horizon 2018 de dire qu'aucune goutte des eaux usées ne sera déversée en mer ou dans les oued.

100% des eaux usées seront alors récupérées et épurées”, a affirmé M. Amirouche. Initialement, cet

objectif devait être atteint en 2016, mais des retards dans la mise en places des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées avaient repoussé cette échéance de deux ans. “L'objectif d'atteindre les 100% était planifié pour 2016.

Il y a eu un glissement des délais pour des raisons financières. La réalisation d'une station d'épuration coûte très cher”, a-t-il expliqué. Selon lui, la réalisation d'une des trois tranches de la station d'épuration de Baraki a mobilisé à elle seule une enveloppe de 13 milliards de DA.

« Nouvelles plages de quartiers »

La mise en place des différents collecteurs des eaux usées, dont les plus importants sont Oued Kniss, Oued M'kessel (Bouzaréah-Bab El Oued), El Biar-port d'Alger, Rais Hamidou-Caroubier, est également “très coûteuse mais l'objectif est très noble”, a-t-il dit. “La technique du tunnelier est la seule possible pour réaliser des collecteurs à 9m sous le niveau de la mer

comme c'est le cas pour celui de Rais Hamidou-Caroubier.

Si on s'amuse à faire des tranchées à ciel ouvert, on ne va pas s'en sortir”, a souligné M. Amirouche. Les efforts de la wilaya déployés dans le secteur de l'assainissement ont par ailleurs permis à la population de profiter d'un plus grand nombre de plages ouvertes à la baignade. “En 2004, nous avons 36 plages ouvertes à la baignade. En 2012, nous avons ouvert 64 autres. Il ne reste aujourd'hui que cinq plages fermées dans les communes de Zéralda, Hammamet, Casbah, Ain Taya, et Hussein Dey”, a indiqué le DRE qui a, précisé que ces plages “sont encore polluées”.

Il n'en est pas de même, cependant, des oueds de la wilaya d'Alger, dont certains, comme Oued El Karma, où sera implanté un ambitieux projet d'habitat, devenu le déversoir d'une station de béton et d'un laboratoire de produits pharmaceutiques implantés des deux côtés de la berge.

R. N.

Intersection rue des Sœurs Benslimane - Bd de la Soummam Réparation du réseau d'assainissement, en cours



Ph.: B. H. Karim

Houari Barti

La circulation automobile, au centre-ville, est considérablement altérée, depuis avant-hier soir, à cause de la fermeture «temporaire» de l'axe reliant la rue de la 'vieille Mosquée' au boulevard de la Soummam. La cause, une panne survenue dans le réseau assainissement au niveau du branchement situé à l'intersection entre la rue de la 'vieille Mosquée' et

la rue des Sœurs Benslimane, juste en face du Consulat de France. Selon la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), qui a mobilisé de gros moyens matériels et humains pour remettre en état le réseau, les travaux ont débuté, avant-hier soir. Une excavation d'une vingtaine de mètres de longueur était visible, hier, après l'affaissement d'un regard qui a causé des «retours» d'eau usées au niveau de

plusieurs bâtiments alentours, dont celui du Consulat de France. L'intervention des techniciens de la SEOR qui devait, dans un premier temps, se limiter au regard endommagé, a finalement été élargie au remplacement d'une conduite d'un diamètre de 600 mm, retrouvée, également, dans un piteux état. Selon la SEOR, les travaux de la conduite et des regards endommagés devront être achevés, aujourd'hui.

Thar...

115 mm de précipitations en une semaine

De la période allant de vendredi 20 décembre à samedi 28, ce sont plus de 115 mm de pluie qui se sont abattues sur le territoire de la wilaya de Mostaganem après une sécheresse qui a duré plus de deux mois. Ses précipitations ont donné un véritable élan aux milliers d'agriculteurs pour la plantation de blé, orge et autres. Par ailleurs, les bar-

rages de la wilaya ont atteint en ce début de semaine 107 millions de m³ d'eau, selon les services de l'Hydraulique. Le barrage de prise de Cheliff a atteint 27 millions de m³, sa capacité de stockage est de 45 millions de m³.

Celui de Kerada dans la localité de Sidi Ali a dépassé 60 millions de m³ toutefois le barrage de Kramis à l'ex-

trême est de la localité de Achâcha alimentant la zone de Dahra a emmagasiné 20 millions de m³. A noter que 30% de ses barrages seront destinés aux agriculteurs. Il est utile de rappeler que la moyenne annuelle des précipitations dans la wilaya de Mostaganem est de l'ordre de 350 mm.

Ayache Djamel

Thank you for trying So

ORAN, VOIRIE DE HAÏ NEDJMA ET EL-BARKI

Projets de réhabilitation réactivés

A la faveur d'une visite de travail effectuée la semaine dernière par le wali dans nombre d'agglomérations relevant du Grand projet urbain (GPU) d'Oran, les projets de réhabilitation de la voirie à Haï Nedjma (ex-Cheïbo) et Haï El-Barki et d'aménagement urbain ont été réactivés.

PAR BOUZIANE MEHDI

Selon l'APS, à Haï Nedjma (ex Cheïbo), une agglomération urbaine relevant de la commune de Sidi Chahmi, Abdelghani Zaâlane a exigé de la Direction de l'urbanisme et de la construction (Duc) de mettre en demeure l'entreprise chargée des travaux de revêtement de certains périmètres urbains de lancer les travaux.

Les travaux de réalisation de réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement sont pratiquement terminés et ceux de revêtement de la voirie urbaine devront se faire sitôt la pose de conduite de gaz de ville achevée, a-t-on indiqué.

Après s'être enquis de l'état d'avancement des travaux d'aménagement de la voirie à haï Fellaoucène (ex El Barki), le wali a visité à Haï Emir Abdelkader (Oran) le chantier de deux trémies où il ne reste que quelques légers travaux dans le système de drainage des eaux pluviales pour leur achèvement.



"Les aménagements doivent être du même niveau de la réalisation", a-t-il insisté devant le directeur des travaux publics et des responsables des entreprises concernées par la plantation de palmiers. A ces ouvrages s'ajoutent cinq parkings ainsi qu'une voie d'évitement, appelée 5e boulevard périphérique et qui contribuera à la fluidité de la circulation routière, comme le prévoit le comité de pilotage de wilaya partant des recommandations du plan de circulation, en phase finale.

M. Zaâlane a également procédé au lancement des travaux de confortement de la rue Cheikh Brahim-Tazi (ex-rue des Jardins) au quartier de Sidi El-Houari,

livrable dans un délai de trois mois, a indiqué l'APS.

Fermée à la circulation depuis plusieurs mois suite à un glissement de terrain, cette rue nécessite des travaux complémentaires de la remise en l'état de la chaussée, comme l'a laissé entendre le président d'APC d'Oran qui a relevé l'épineux problème du ruissellement des eaux pluviales.

Le wali s'est, au terme de cette tournée, rendu au chantier du futur siège de la radio locale, en cours de réalisation.

Selon le chef de projet de cet équipement public, le taux d'avancement du gros œuvre a atteint 30%.

B. M.

فيما تم إحصاء 38 نقطة اختلاط للمياه ديون الجزائرية للمياه بمعسكر تفوق 60 مليار

المائية التي ارتفع عددها بشكل ملحوظ خلال الأونة الأخيرة بسبب عملية تجديد شبكة المياه التي أدت إلى ارتفاع الضغط، حيث تمركزت معظم التسريبات المائية على مستوى الشبكات القديمة. وتسعى المؤسسة للقضاء على ظاهرة التسريبات المائية على مستوى المدينة، كما أحصت فرق مراقبة نوعية المياه التابعة للمؤسسة 38 نقطة اختلاط عبر مختلف بلديات الولاية وتحديدًا على مستوى الشبكات التي لم يتم تجديدها بعد التي تعاني من مشكل عدم تطابق شبكات الري بها مع المقاييس المعمول بها دوليًا. يذكر أن مؤسسة الجزائرية للمياه تقوم بتسيير 33 بلدية من أصل 47 بلدية وتضم 146 ألف زبون.

معسكر، ب. نور الدين

ظل أزمة عدم حصولها على الموارد المالية الكافية من زبائنها الخواص والعموميين على حد سواء تواجه عجزًا في قدرتها، ما يستوجب تدخل الوالي لحل إشكالية الديون، إلا أن ذلك كله لم يحد من جهود مواصلة العمل والبحث المتواصل عن البدائل بما في ذلك السير قدما في تنفيذ المخططات والمشاريع الجديدة دون انتظار مشروع تجديد الشبكة القديمة غير الصحية بأخرى ذات المواصفات العالمية. من جانب آخر بلغت نسبة تقدم أشغال تجديد شبكة توزيع المياه الصالحة للشرب 95 بالمائة، حيث تبقى من المشروع، إلا بعض عمليات الربط وكذا عدد من التوصيلات الفردية التي تعيق المقاولات على تحقيقها، كما تقوم المؤسسة بإصلاح التسريبات

● أكد مصدر مسؤول من مؤسسة الجزائرية للمياه بمعسكر، أن ديون هذه الأخيرة قد فاقت 60 مليار سنتيم، ما ساهم في عرقلة تجسيد المشاريع الاستثمارية المسجلة، ودفع مسؤولي القطاع إلى اتخاذ إجراءات ضد الزبائن المتماطلين في دفع مستحقاتهم المترتبة على عاتقهم. وقد هدّدت المؤسسة بقطع تموينهم بالمياه بصورة نهائية أو تحويل ملفاتهم إلى العدالة من لاسترجاع مستحقاتها عن طريق قوة القانون إلى جانب تقاعسهم عن تسديد قيمة الفواتير الخاصة باستهلاك مياه الشرب متحججين بتضخمها، ما أدى بالمسؤولين إلى اتخاذ كافة الإجراءات القانونية، بعدما تم إعداز المتقاعسين في تسديد ديونهم. وأضاف نفس المصدر أن المؤسسة أصبحت في

Thank you

ASSAINISSEMENT PLUS DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES À L'HORIZON 2018

À partir de 2018, « aucune goutte des eaux usées ne sera déversée dans la mer ou dans les oueds » dans le Grand-Alger, a affirmé hier le directeur des ressources en eau (DRE) de la wilaya d'Alger, mais avec un retard de deux années sur l'agenda. « A l'horizon 2018, aucune goutte des eaux usées ne sera déversée dans la mer ou dans les oueds, car 100% des eaux usées générées par la capitale seront épurées », a assuré M. Amirouche dans un entretien à l'APS.

Actuellement, 60% des eaux usées à Alger sont récupérées et traitées dans trois stations d'épuration, à savoir Réghaïa (d'une capacité de 400 000 équivalent habitants), Baraki (900 000 équivalent habitants) et Beni Messous (250 000 équivalent habitants), a-t-il précisé. Le taux de raccordement des ménages algérois au réseau d'assainissement, long de 4000 km, est de 98%. « Les 2% qui ne sont pas encore raccordés représentent les habitants des anciennes fermes agricoles coloniales et des maisons isolées », a signalé M. Amirouche. Interrogé sur les projets en cours pour renforcer les capacités de traitement des eaux usées, le DRE a fait état de travaux de réalisation d'une deuxième tranche à la station de Baraki et de Beni Messous et d'une nouvelle station d'épuration à Zéralda d'une capacité de 100 000 équivalent habitants. « Ces projets nous permettront d'atteindre en 2016 un taux de récupération des eaux usées de 90%. La troisième tranche, qu'on lancera en 2015 à Baraki, les deuxièmes tranches de Zéralda et de Réghaïa nous permettront à l'horizon 2018 de dire qu'aucune goutte des eaux usées ne sera déversée dans la mer ou dans les oued. 100% des eaux usées seront alors récupérées et épurées », a affirmé M. Amirouche. Initialement, cet objectif devait être atteint en 2016, mais des retards dans la mise en place des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées avaient repoussé cette échéance de deux ans. L'objectif d'atteindre les 100% était planifié pour 2016. « Il y a eu un retard dans les délais pour des raisons financières. La réalisation d'une station d'épuration coûte très cher », a-t-il expliqué.

Selon lui, la réalisation d'une des trois tranches de la station d'épuration de Baraki a mobilisé, à elle seule, une enveloppe de 13 milliards de dinars.

Les efforts déployés par la wilaya dans le secteur de l'assainissement ont par ailleurs permis à la population de profiter d'un plus grand nombre de plages ouvertes à la baignade. « En 2004, nous avions 36 plages ouvertes à la baignade. En 2012, nous en avons ouvert 64 autres. Il ne reste aujourd'hui que cinq plages fermées dans les communes de Zéralda, Hammamet, Casbah, Aïn Taya, et Hussein Dey », a indiqué le DRE, qui a précisé que ces plages « sont encore polluées ».

R.A.I.

L'EDITORIAL



La gestion de l'eau et ses fuites

■ ZOUHIR MEBARKI

Nos responsables ont le chic de nous balancer des chiffres sans dire ni d'où ni comment ils les obtiennent. Le dernier en date est le directeur des ressources en eau, Smaïn Amirouche, qui soutient que 40% de l'eau distribuée dans la capitale part dans la nature à cause des fuites du réseau. Ce sont, plus précisément, 400 000 m³ d'eau potable (sur le million de m³ distribué) qui sont ainsi, selon lui, gaspillés chaque jour. De ces 40%, il attribue la moitié au réseau défectueux et l'autre moitié aux branchements illicites. Des « piratages » qu'il situe en milieu « extra urbain et dans le secteur industriel ». Arrêtons-nous un instant sur ces pertes. Nous avons consulté les archives. On trouve le même chiffre (entre 40 et 50%) de pertes, asséné par les différents responsables qui se sont succédé depuis des décennies. M. Amirouche ajoute que « pour économiser l'eau, il faut rénover les canalisations ». On est tous d'accord. Le consensus est tellement vrai qu'en 2005 il a été fait appel à l'expertise de la société française Suez environnement. Son contrat a été renouvelé et court jusqu'en 2016. Elle est tenue de transférer le savoir-faire managérial et opérationnel à Seaal (Société des eaux et de l'assainissement d'Alger). Si l'on s'en tient aux chiffres de notre DRE, cette expertise, durant huit années, n'a pas eu d'effet sur les pertes qui persistent au même taux. Ce qui reviendrait à dire que si l'eau coule H24 dans les robinets de la capitale, c'est grâce à l'abondance des barrages. Ils sont si bien remplis que nous nous permettons d'en extraire chaque jour un million de m³ pour n'en consommer que 600 000 m³. C'est presque la moitié. Un litre consommé pour un litre jeté. Ce qui n'est pas sûr, car un peu plus loin, il ajoute que « le programme de rénovation du réseau de distribution est engagé depuis des années ». Un réseau long de 4 000 km. Le programme consiste à remplacer entre 50 et 80 km chaque année. Ce qui, multiplié par huit années, donne une moyenne d'environ 500 km. Pourtant, ce responsable trouve que « le plan de rénovation est réalisé à 75% ». Tiens, tiens et pourquoi ? Réponse : « Parce qu'il y a des années où nous avons rénové plus de 200 km/an » précise-t-il. Une précision qui ne colle pas à la réalité tenant compte du fait que 75% de 4 000 km ce sont 3 000 km qui auraient dû être rénovés. Ce qui, du coup, nous aurait définitivement écarté des 40% de pertes qui nous collent à la peau. A l'évidence, notre DRE s'«emmêle les pinceaux». On a oublié de dire que ces précisions généreusement « arrosées » de chiffres ont été faites, samedi dernier, pour expliquer les dernières perturbations de distribution d'eau potable qui ont touché certaines communes de la capitale. Tout compte fait, il semblerait que « l'accès à l'eau potable à travers les 57 communes de la wilaya d'Alger est définitivement résolu, excepté certains quartiers de Khraïssia, Saoula et Souidania » et que « la direction des ressources en eau s'est tournée (maintenant) vers l'amélioration du service public dans ce secteur ». Tout est bien qui finit bien. La profusion de chiffres était juste destinée à « noyer le poisson ». En oubliant de « réactualiser » ce taux de pertes qui est servi depuis des lustres. Du temps où l'on mettait en cause également « l'ensablement des barrages ». Un autre « argument » gardé, très certainement, bien « au chaud » pour les prochaines perturbations. De tout ceci, il apparaît que c'est la communication institutionnelle qui a le plus besoin d'être « rénovée ». Pas à 40% mais à 100% !